

Zeitschrift: Technische Mitteilungen / Schweizerische Telegraphen- und Telephonverwaltung = Bulletin technique / Administration des télégraphes et des téléphones suisses = Bollettino tecnico / Amministrazione dei telegrafi e dei telefoni svizzeri

Herausgeber: Schweizerische Telegraphen- und Telephonverwaltung

Band: 14 (1936)

Heft: 4

Rubrik: Verschiedenes = Divers

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Verschiedenes — Divers.

33^e Réunion de la commission technique de l'U. I. R. à Lausanne, du 22 juin au 1^{er} juillet 1936. Contrairement à l'usage, la réunion de cet été de l'U. I. R. a eu lieu en Suisse, à Ouchy-Lausanne. Les principaux objets figurant à l'ordre du jour étaient les questions touchant le C. C. I. R. et le fonctionnement du plan de Lucerne. Le rapport du conseil sur l'activité du centre de contrôle pendant l'exercice 1935—1936 montre dans quelle mesure croissante cet organisme est appelé à effectuer des contrôles réguliers et combien il serait nécessaire d'agrandir le bâtiment qui l'abrite pour l'adapter mieux aux nouvelles exigences. Il sera donc fondé sous peu une société immobilière au capital de 600 000 francs qui entreprendra immédiatement la construction du nouveau bâtiment, non loin de l'emplacement de l'immeuble actuel (avenue de la Floride 28, Bruxelles). La couverture du capital est assurée par les organismes européens de radiodiffusion. La société suisse de radiodiffusion y participe pour 25 000 francs.

Le rapport sur l'activité du centre de contrôle indique que les mesures de fréquences journalières se font déjà avec une exactitude qui s'approche de la précision des mesures astronomiques. On peut même prévoir qu'un jour la marche des montres de quartz sera plus régulière que la révolution journalière du globe terrestre.

La commission technique de l'U. I. R. était représentée aux dernières réunions du C. C. I. F. à Londres (février 1936) et à Copenhague (juin 1936). On y discuta une question qui intéressa particulièrement la radiodiffusion européenne, celle de la qualité des circuits musicaux disponibles pour les transmissions internationales. Le C. C. I. F. s'efforcera d'amener une amélioration de ce moyen de transmission, encore très rudimentaire dans beaucoup de pays, et l'U. I. R. s'engage, par l'organisation de relais, à justifier les efforts qui seront accomplis.

Au sujet de la dernière réunion du C. I. S. P. R. à Londres (19—22 mai 1936), le représentant de l'U. I. R. (M. Braillard) rapporte qu'on y a fixé pour la première fois, pour quelques types de machines et appareils électriques, la valeur maximum admise pour les tensions perturbatrices aux bornes contrôlées dans les fabriques. Enfin, un résumé du rapport de la réunion intercontinentale de Paris (février—mars 1936) permet de constater que pour la construction des antennes à faible évanescent, on suit en Amérique les mêmes voies que chez nous.

Treize des questions posées par le C. C. I. R. ont été discutées. La propagation des ondes (question 7) fait l'objet de constantes recherches théoriques et pratiques. L'U. I. R. s'en occupe intensivement et a entrepris, ces dernières années, de vastes expériences dans ce domaine, avec le concours du „bureau of standards“ et des centres sud-américains et russes pour le contrôle de la propagation des ondes. On a constaté que, sous l'influence des pôles magnétiques, la propagation des ondes dans une direction parallèle à l'équateur présentait d'autres caractéristiques que la propagation dans le sens des méridiens. Les calculs de van der Pol ont montré que l'onde de 7 m, si importante pour la télévision, n'a pas tout à fait les qualités optiques qu'on lui attribuait généralement jusqu'à ce jour. On a constaté que ces ondes de télévision suivent facilement la courbure de l'écorce terrestre et que, pour une conductibilité moyenne du sol de 10^{-13} c.g.s., les pertes par absorption étaient bien supérieures à celles provoquées par les ombres de la surface courbe de la terre.

Le rapport sur la question 10 concernant les antennes à faible évanescent offre un intérêt particulier pour notre administration. On peut dire à ce sujet que les principes qui ont servi de base aux essais d'antenne faits à Beromünster répondent au stade le plus moderne de la construction des antennes.

La question relative à la radiodiffusion sur ondes porteuses et avec une seule bande latérale est de celles qui reviennent constamment sur le tapis. A notre avis, cette question a été pratiquement et théoriquement résolue dans un sens négatif et devrait être placée définitivement ad acta.

Il n'y a que peu de chose à dire concernant le fonctionnement du plan de Lucerne. La situation dans les 2^e et 3^e bandes de fréquences s'est largement stabilisée et régularisée. Quelques difficultés surgissent encore lorsque apparaissent de nouvelles stations non prévues dans le plan (la plupart françaises). Dans la bande des ondes longues, si l'on met à part les stations de Kootwijk et Brasov dont les conditions sont absolument intenable, on constate également qu'un certain ordre s'est établi qui permet aux intéressés de poursuivre tant bien que mal

une existence assez précaire. On cherche de nouveau à créer dans la bande voisine du „ship to shore“, téléphonie 160—150 kc, des possibilités d'extension pour la radiodiffusion par trop compressée dans la bande des ondes longues.

Il ne peut plus être question de modifier le plan de Lucerne avant la conférence du Caire, en 1938. D'ailleurs, l'U. I. R. se prépare déjà maintenant à défendre devant cette conférence des administrations, avec la même énergie et, espérons-le, avec plus de succès, les revendications légitimes de la radiodiffusion.

E. M.

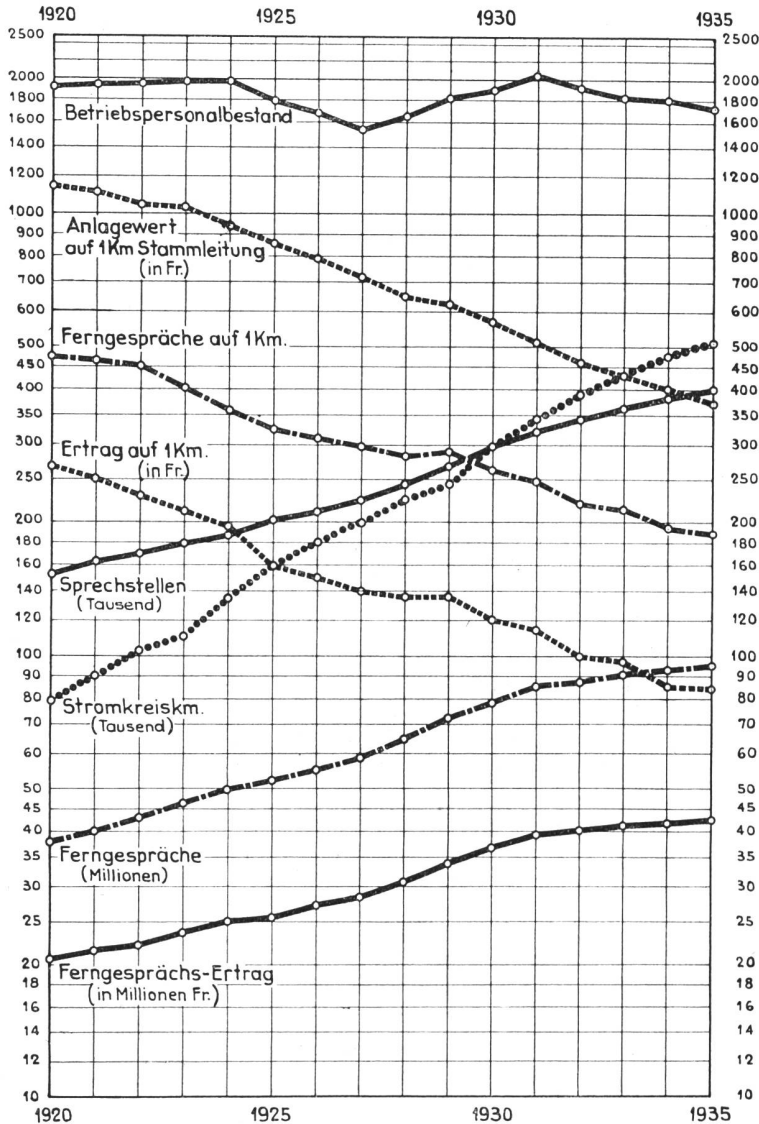
Generalversammlung der Pro Telefon, Mai 1936. (Referat von Herrn Inspektor Wunderlin.) In der Zeit, da die rosigen Aussichten spärlicher werden, fällt es nicht leicht zu erklären: Wir machen genau so vorwärts wie bis anhin. Die wirtschaftlichen Schwierigkeiten wirken sich nun auch auf das Telephonunternehmen aus. Wir haben hier zum erstenmal die Erklärung abzugeben, dass es uns wahrscheinlich trotz allen Erfolgen und verstärkter Organisation nicht mehr gelingen wird, die bisherigen Auftragsbestände aufrecht zu erhalten, wobei beachtet werden muss, dass der Netzausbau in den letzten 10 Jahren ganz bedeutend gefördert worden ist. Aber trotz Rückgang des Beschäftigungsgrades von Industrie und Gewerbe, und obwohl Import und Export 1935 auf den Umfang des Jahres 1900 zusammengeschrumpft sind, hat das Telephongeschäft eine 50%ige Zunahme erreicht. Wir dürfen auch nicht zurückschrecken, heute einen noch weitergehenden Schritt zu wagen, um das Telephon in weitere Kreise zu bringen.

Es ist unserm Propagandadienst gelungen, in den ersten 4 Monaten dieses Jahres eine dem Vorjahre entsprechende Zunahme an neuen Anschlüssen zu tätigen — aber die Schwierigkeiten wachsen und die Rücktritte nehmen zu, so dass das Nettoergebnis nur noch halb so gross ist wie im Vorjahr. Heute müssen wir die Kunden bereits zu 70 oder 75% holen, während wir 1927, im ersten Jahre unserer Tätigkeit, nur ca. 25% durch Propaganda gewonnen haben. Es ergibt sich daraus, dass wir ohne unsere Werbung die Auftragsbestände ganz bestimmt schon stark reduzieren müssten. Verschiebungen auf einigen Artikeln sind durch die technische Entwicklung bedingt und deshalb unvermeidlich. Wir können schliesslich die jährlichen Aufträge für im Mittel 35 Millionen Franken für neue Anlagen nur so lange erteilen, als die Einnahmen hierfür vorhanden sind. In den vergangenen 20 Jahren sind für 500 Millionen Franken neue Anlagewerte geschaffen worden, Ausgaben, die sozusagen restlos unserer Industrie und unserem Gewerbe zugute gekommen sind. In den letzten 3 Jahren ist es der Verwaltung gelungen, die neuen Anlagen ganz aus ihren Betriebseinnahmen zu finanzieren, ohne das Schuldkapital zu vergrössern. In der nämlichen Zeit konnten auch Rücklagen gemacht werden, wie sie für die Telephonanlagen und für die aus der Zeit der Preis-Hochkonjunktur im Anlagekapital steckende Ueberwertung des Materials im Betrage von etwa 100 Mill. Fr. unbedingt notwendig sind. Die in den ersten Nachkriegsjahren gebauten Anlagen könnten heute um so viel billiger erstellt werden, dass entsprechend höhere Abschreibungen zur gesunden Finanzgebarung gehören.

Die Rücklagen betragen heute 44% des Anlagewertes, d. h. 260 Mill. Fr., womit die bis 1921 erstellten Anlagen als amortisiert betrachtet werden können. Die 15jährige Tilgungsfrist ist bei der sich immer noch stark entwickelnden Telephonie nicht zu kurz. Es wird uns möglich sein, auch den Rest des Anlagekapitals im Laufe der Jahre in normalem Umfange zu amortisieren, vorausgesetzt, dass der Gesprächsverkehr nicht etwa zurückgeht.

Es ist interessant festzustellen, dass die Gesprächsvermehrung während der letzten 30 Jahre genau parallel zur Vermehrung der Sprechstellen geht.

Unsere Anlagen enthalten heute dank der Ausnützung günstiger Ausbaumöglichkeiten durchschnittlich 40% Reserven, auf die wir unsere nächsten und grössten Anstrengungen konzentrieren müssen. Es bedarf unter den heutigen Verhältnissen neuer Methoden zur Förderung der Anschlüsse und des Verkehrs. Die Sparbremse wird von oben sehr stark angezogen, so dass es uns immer schwerer fällt, die sehr sorgfältig ausgearbeiteten Projekte durchzubringen. Unsere Direktoren und Propagandabeamten melden übereinstimmend eine Versteifung des Geschäftes und wünschen Erleichterungen, um es zu beleben. Das Naheliegendste wäre natürlich Taxabbau. Taxabbau ist aber ein zweischneidiges Schwert. In Betriebsverbesserungen



hat übrigens die Verwaltung der Kundschaft weit mehr geboten als ein Taxabbau heute bieten könnte; man vergleiche nur die Kurven der Kostenelemente im Fernverkehr. Der innert 15 Jahren von Fr. 270.— auf Fr. 85.— gesunkene Ertrag auf 1 km Stammleitung, der nur dank der gleichlaufenden Reduktion der Anlagewerte von Fr. 1200 auf Fr. 370 möglich wurde, gibt ein Bild des verbesserten Dienstes. Dabei hat sich nicht etwa der Verkehr vermindert, sondern unsere Leitungen und Anlagen sind verbessert und stärker vermehrt worden, als das Wachstum der Teilnehmergemeinde erfordert hätte, mit andern Worten, der Dienst ist ganz bedeutend beschleunigt worden. Wir hatten 1920 bei rund 38 Millionen Ferngesprächen einen Ertrag von 21 Mill. Fr., der 1935 bei 95 Millionen Ferngesprächen auf 42 Mill. Fr. angewachsen ist. Somit brachte uns die 1½fache Vermehrung der Gespräche nur doppelt so viele Einnahmen. Die inzwischen eingeführten Taxermässigungen im Abenddienst und der Rückgang der Nachtzuschläge und der dringenden Gespräche ergeben, am früheren Ertrag gemessen, bereits eine jährliche Mindereinnahme von 10 Mill. Fr. ¼ des Fernverkehrs wird mit 40% Taxermässigung nachts abgewickelt.

Das Telephonnetz umfasste 1920 bei einem Verkehr von rund 40 Millionen Gesprächen 80 000 Stromkreiskilometer; für den 1½fachen Verkehr sind es heute 500 000 Stromkreiskilometer, also 6mal mehr. Hätten wir das Verhältnis von Verkehr und Leistung von 1920 beibehalten, so würde ein Netz von 200 000 Stromkreiskilometern genügen. Um den 1½mal grössern Netzumfang ist der Betrieb verbessert worden mit gleichzeitigen Taxerleichterungen, von denen heute 400 000 Sprechstellen profitieren, nicht nur die 160 000 vom Jahre 1920. Auch der automatische Betrieb mit seiner grossen Verkehrs-

beschleunigung und die verringerten Betriebskosten haben diese grossen Leistungen ermöglicht.

Die Zahl der Telefonistinnen ist bei 1½mal grösserem Verkehrsumfang heute um 200 Köpfe kleiner als 1920. Auf den damaligen Verkehrsmitteln berechnet, müsste dieser Personalbestand heute so gross sein, dass eine um 8 Mill. Fr. grössere Ausgabe entstände. Der Verwaltungsbetrieb überhaupt ist in den letzten 15 Jahren reorganisiert und technisch und kommerziell den neuesten Anforderungen entsprechend vervollkommen worden. Bei 1½mal grösserem Geschäftsumfang ist aber der Gesamtpersonalbestand so weit reduziert worden, dass er heute nicht grösser ist als im Jahre 1918.

Ohne Gefährdung der gesunden finanziellen Lage unseres Unternehmens kann deshalb heute nicht ohne weiteres ein Taxabbau durchgeführt werden. Ob er später möglich wird, hängt ganz besonders davon ab, was wir der Staatskasse noch an Reingewinn abliefern müssen. Das Schuldkapital von 330 Mill. Fr. muss der Staatskasse immer noch mit 5% verzinst werden, wozu im letzten Jahre — unter Abzug des Defizits von 1 Mill. Fr. in der Telegraphenrechnung — dem Fiskus noch ein Reingewinn von 2 Mill. Fr. aus dem Telefongeschäft abgeliefert werden konnte.

Das Telephon hat immer noch gewaltige Möglichkeiten. Die Telephondichte von 10% in den Städten entspricht keiner Sättigung. In den Vereinigten Staaten besteht heute — nach starken Krisenrückschlägen — immer noch eine Dichte von 14%, die auch wir erreichen können. Die vorhandenen Reserven ermöglichen in den 6 automatisierten Städten allein, noch 50 000 Abonnenten anzuschliessen. An der Werbeorganisation liegt es, dafür zu sorgen, dass das bald geschieht! Bei den jetzt überall vorhandenen grossen Möglichkeiten mit 40% Reserven im Netz bei 68% automatisierten und 38% vollständig unterirdisch angeschlossenen Teilnehmern sollte man heute alles tun, was die Verbreitung des Telefons fördern kann und diese nicht mit paragrafierten Hindernissen unnütz erschweren. Eine grössere Dichte wird künftig kleinere Ausgaben erfordern, aber grössere Einnahmen bringen und damit auch einmal die Grundlagen dafür schaffen, dass an weitere Abonnements-Taxabbau-massnahmen gedacht werden kann. Helfen Sie mit und tragen Sie dazu bei, dass der Telephonoptismus in unserem Lande wachbleibt!

Telephonverkehr mit den Vereinigten Staaten von Nordamerika Kanada, Kuba und Mexiko.

Am ersten Juli 1936 sind die Taxen für Telefongespräche nach diesen vier Ländern neuerdings stark reduziert worden. Während im Jahre 1928 für eine Dreiminutenverbindung mit New York noch Fr. 247.50 bezahlt werden mussten, kostet die gleiche Verbindung heute zur Tageszeit noch Fr. 82.20, also den dritten Teil. Verlegt der Telephonierende die Verbindung auf die Nachtzeit oder auf einen Sonntag, so bezahlt er sogar nur Fr. 63.—, da Nacht- und Sonntagsverbindungen noch eine besondere Ermässigung geniessen. Je nach der Entfernung des gewünschten Ortes von New York steigt die Taxe auf Fr. 91.80, Fr. 101.40 und Fr. 111.— bei Tag und auf Fr. 72.60, Fr. 82.20 und Fr. 91.80 bei Nacht, sowie an Sonntagen. Zur Höchsttaxe von Fr. 111.— (Fr. 91.80) sind Verbindungen mit den entferntesten Orten in den Vereinigten Staaten, z. B. San Franzisko, in Kanada, Mexiko und auf der Insel Kuba erhältlich.

Fernsehspredienst Berlin—Leipzig. Der Fernsehspredienst zwischen Berlin und Leipzig, der während der Leipziger Frühjahrsmesse vom 1. bis 9. März probeweise aufgenommen worden war und viel Anklang gefunden hatte, wurde am 25. Mai für den ständigen Verkehr zugelassen.

Die Gebühr für ein Fernsehgespräch, dessen Dauer allgemein auf 3 Minuten beschränkt ist, beträgt 3 RM; dazu kommt eine Herbeirufgebühr von 50 Rpf. Die Fernsehgespräche können, frühestens am Nachmittag des Vortages, mündlich bei allen Annahmestellen der Post- und Telegraphenanstalten in den Ortsbereichen Berlin und Leipzig, ausserdem mündlich oder telephonisch — auch von öffentlichen Münzfernsprechern aus —

bei den Fernsprechstellen angemeldet werden. Der Anmelder hat dabei seinen Namen und seine Wohnung anzugeben, ferner Namen und Anschrift desjenigen, mit dem er das Fernsehgespräch führen will, sowie die Fernsprechstelle, von der aus er das Gespräch zu führen beabsichtigt, und die gewünschte Fernsehgesprächszeit. Er ist auch berechtigt, eine Ersatzperson für den Verlangten zu bezeichnen oder für sich selbst einen Vertreter zu stellen. Eine Gewähr dafür, dass die Person, die sich zur Führung des Fernsehgesprächs meldet, die verlangte ist, wird von der Deutschen Reichspost nicht übernommen. Die Fernsprechstelle vereinbart nach Ueberprüfung der Sprechmöglichkeit mit dem Anmeldenden die Zeit der Ausführung des Fernsehgesprächs. Er erhält eine Laufnummer zugeteilt mit der Aufforderung, sich unter Angabe dieser Nummer kurz vor der bestimmten Gesprächszeit bei der vereinbarten Fernsprechstelle zu melden. Die Gebühren sind im voraus zu entrichten. Ueber die gezahlte Gebühr empfängt der Anmeldende einen Fernsehgesprächsschein, der ihn zur Ausführung des Fernsehgesprächs zur festgesetzten Zeit berechtigt. Ueberschreitet er die ihm bekanntgegebene Ausführungszeit um mehr als eine Viertelstunde, erscheint er überhaupt nicht oder lehnt er nach Bereitstellung der Verbindung die Führung des Gesprächs ab, so ist die gesamte Gebühr verfallen. Verzichtet der Anmelder vor Herstellung der Fernsprechverbindung, so wird er mit $\frac{1}{3}$ der Fernsehgesprächsgebühr sowie der Herbeirufgebühr belastet. Wünscht er, dass die verlangte Person durch besonderen Boten oder durch Fernsprecher von dem Verzicht benachrichtigt wird, so wird ausserdem eine Benachrichtigungsgebühr von 50 Rpf. erhoben. Wenn andererseits der Verlangte oder die Ersatzperson sich nicht spätestens eine Viertelstunde nach der vereinbarten Zeit einfindet, oder wenn er das Gespräch ablehnt, wird der Anmelder nur mit $\frac{1}{3}$ der Fernsehgesprächsgebühr und mit der Herbeirufgebühr belastet. Die volle Gebühr wird erstattet, wenn keine Sprech- oder Sehverständigung erzielt werden konnte. (Deutsche Verkehrs-Zeitung.)

Telephonkabel Tasmanien—Australien. Seit 25. März dieses Jahres ist die Insel Tasmanien durch ein Unterseekabel telephonisch mit dem Festland Australien verbunden. Das Kabel ist 180 Meilen lang und enthält sechs Telephonleitungen, zahlreiche Telegraphenstromkreise und eine besondere Leitung für Radioübertragungen. Die Zahl der Sprechstellen in Tasmanien beläuft sich auf etwa 16 000. (Telephony.)

La foudre et les paratonnerres. Dans le Bulletin de la Société française des électriciens du mois de mai vient de paraître une étude traitant de la foudre et du paratonnerre. Dans cet article, il est dit que depuis longtemps les personnes qui s'occupent de construction de lignes électriques ou télégraphiques ont remarqué que la foudre pouvait déchiqueter de deux façons différentes les poteaux. Les pointes des lamelles de bois sont dirigées ou bien vers le bas ou bien vers le haut. D'après ladite étude, cela proviendrait du fait qu'il y a deux catégories d'éclairs: l'éclair *descendant* ayant son point de départ dans les nuages (engendrant des lamelles de bois dirigées vers le bas) et l'éclair *ascendant* ayant son point de départ à la terre. Ce dernier éclair engendrerait des lamelles dirigées vers le haut. Fbg.

Der Blitz als Maler. In Pedericktown (New Jersey) schlug der Blitz bei einem fürchterlichen Wintergewitter in das Haus des Farmers Charles Schneider, fuhr der Telephonleitung entlang und endete in einem grossen Wandspiegel. Jetzt aber kommt das Wunderbare an der Sache: der Blitz zerschmetterte keineswegs den Spiegel, sondern zeichnete darauf mit peinlicher Deutlichkeit das Bild eines grossen Busches Geranien, die gegenüber dem Spiegel im Zimmer standen. Die einzige Erklärung für dieses eigenartige Vorkommnis, zu dem die Wissenschaft kein Gegenstück kennt, ist die Annahme, dass es sich um eine Art „Blitzlichtaufnahme“ handelte, bei der die Rückseite des Spiegels das lichtempfindliche Material bot.

(Automobil-Revue.)

Schlafe vor Mitternacht. Sehr interessante Untersuchungen, die wieder einmal beweisen, wie stark der heutige Mensch im Grunde genommen gegen die natürliche Lebensweise verstösst, wurden von dem Heidelberger Professor Stöckmann unternommen. Der Gelehrte wollte die alte Volksweisheit, dass der Schlaf vor Mitternacht der beste sei, an Hand praktischer Beispiele erproben. An mehreren Menschen, die besonders an Schlaflosigkeit litten, führte er seine Experimente aus, indem er ihr Alltagsleben von Grund auf änderte. Dabei gelangte er zu dem überraschenden Ergebnis, dass bei Erwachsenen um 7 Uhr abends die beste Schlafenszeit ist, die etwa bis halb 12 Uhr nachts andauert. Diese viereinhalb Stunden Schlaf sind, so glaubt Professor Stöckmann anhand der Untersuchungen feststellen zu können, so ausgiebig und kräftigend, dass dieser Schlaf vor Mitternacht vollkommen ausreicht. Die Menschen, mit denen er das Experiment unternahm, waren von Mitternacht an vollkommen frisch und arbeitsfähig und zeigten sogar den ganzen nächsten Tag über bis zum Spätnachmittag keinerlei Ermüdungserscheinungen. Nervenleidende, insbesondere auch Personen, die ein nervöses Magen- und Herzleiden hatten, wurden durch diese neue Lebensweise von ihren Beschwerden befreit. Stöckmann hat diese Experimente bei den gleichen Personen mehrmals unternommen und ist dabei immer zum selben Schlusse gelangt. Auf Grund seiner Feststellungen ist er sogar der Meinung, dass dieser viereinhalbstündige Schlaf für alle Menschen ausreiche und dass sie eigentlich von Mitternacht an wieder an die Arbeit gehen könnten. Professor Stöckmann kann sich die Ursachen dieses stärkenden Schlafes nicht genau erklären, meint aber, dass sie auf die Wirkung der Sonnenstrahlen stark nachwirken würden, wenn sich der Mensch unmittelbar nach Sonnenuntergang dem Schlaf hingäbe. Die grosse Frage ist aber die: wie soll der moderne Mensch an diese Lebensweise gewöhnt werden, es sei denn, er benütze die Zeit, die man sonst zwischen 7 und 12 Uhr mit Musse und Zerstreuung ausgefüllt hat, zum Schlafen, beginne um Mitternacht mit der Arbeit und pflege den grössten Teil des Tages der Ruhe. Da aber erfahrungsgemäss ein Teil der Menschen immer arbeiten muss, wenn der andere ruht oder sich zerstreut, so wird man leider die neue Lebensweise des Professors Stöckmann nicht in die Tat umsetzen können. Aber eines ist damit wissenschaftlich erwiesen: dass man „mit den Hühnern“ zur Ruhe gehen sollte, anstatt die Nacht zum Tage zu machen; mindestens um 10 Uhr sollte die Ruhe beginnen können, wie bei den Soldaten. -i-

Fachliteratur — Littérature professionnelle.

Dr. Hans Kummer: Unrechtmässige Entziehung von Energie, insbesondere elektrischer Energie. Heft 22 der Glarner Beiträge zur Geschichte, Rechtswissenschaft, Sozialpolitik und Wirtschaftskunde. Verlag Rudolf Tschudy, Glarus, 1936; broschiert Fr. 4.—.

Diese interessante Darstellung befasst sich zunächst mit dem Straftatbestand der unrechtmässigen Entziehung von Energie als solchem. Die Eigenart der Energie und eine gewisse Schwierigkeit in der Vorstellung ihrer Entziehung setzen gewisse technisch-physikalische Kenntnisse voraus. Einige diesbezügliche Erörterungen waren daher unumgänglich. Der Verfasser war auch in diesem ersten Teil der Arbeit bestrebt, nur das für den Juristen Wesentliche hervorzuheben. Im zweiten Teil erfährt vorerst das Grundsätzliche des Deliktes seine Ausgestaltung. Dies ist die notwen-

dige Grundlage für das Verständnis des folgenden, der Interpretation des Art. 58 des Elektrizitätsgesetzes vom 24. Juni 1902. Die Lösung dieser Frage, der Hauptaufgabe der Schrift, ist grossenteils auch massgebend für den Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches (Art. 127). Das folgerichtige Ergebnis der Auslegung ist die Kritik dieser Gesetzesbestimmung. Damit ist die weitere Aufgabe, der Vorschlag einer neuen Fassung für den Entwurf, begründet. Ein besonderer Paragraph behandelt die Strafbestimmungen des immer wichtiger werdenden Schutzes der Uebertragung von Zeichen, Bildern oder Lauten.

Der Verfasser war bei der Bearbeitung der Materie offenkundig von dem Bestreben geleitet, nicht nur die Literatur, sondern auch die Praxis weitgehend zu berücksichtigen. Damit dürfte mit der vorliegenden Arbeit nicht nur ein interessanter Beitrag zur Theorie des Strafrechts geliefert sein, sondern auch dem Praktiker eine wertvolle Handhabe dargeboten werden.